



L'agriculture sociale pour les personnes âgées

Questions, défis et opportunités
dans l'Union européenne



Ce rapport est le résultat du projet ERASMUS+.

FarmElder : L'agriculture sociale pour les personnes âgées

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Projet n° 2021-1-IE01-KA220-ADU-000033663,
impliquant les partenaires suivants :



Université
technologique du
Shannon : Midlands,
Midwest (TUS)



**Eberswalde University
for Sustainable
Development**

Hochschule für
nachhaltige Ent-
wicklung Eberswalde
(HNEE)



SOUTH KERRY DEVELOPMENT
PARTNERSHIP CLG.

Partenariat pour le
développement de
South Kerry Limited

ADRIMAG

ASSOCIAÇÃO DE DESENVOLVIMENTO
RURAL INTEGRADO DAS SERRAS DO
MONTEMURO, ARADA E GRALHEIRA



ADRIMAG - Associação
de Desenvolvimento
Rural e Integrado das
Serras de Montemuro,
Arada e Gralheira



društvo za socialno vključenost so.p.

Mosaic - Association
pour l'inclusion sociale



European Landowners' Organization

Organisation
européenne des
propriétaires fonciers



Hof und Leben GmbH



Centre Biotechnique
Naklo

Auteur(s) :

Julian Cortes (ELO)

Avis de non-responsabilité

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation de son contenu, qui n'engage que ses auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.



Cette œuvre est protégée par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0). Pour consulter une copie de la licence, visitez le site <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

TABLE DES MATIÈRES

1	Le statut des personnes âgées dans l'Union européenne	1
1.1	Questions et défis rencontrés	1
1.1.1	Vieillesse de la population et exode rural	1
1.1.2	Santé et accès aux services	2
1.1.3	Isolement social et solitude.....	2
1.1.4	Défis démographiques dans le secteur agricole.....	3
1.1.5	Vulnérabilité au changement climatique	3
2	Le potentiel de l'agriculture sociale pour relever ces défis	4
3	Politiques, institutions et mécanismes de financement de l'UE liés à l'agriculture sociale	5
3.1	Politiques de développement rural	6
3.2	Stratégies de soins pour les zones rurales	7
3.3	Fonds et programmes	8
3.3.1	L'agriculture sociale dans les fonds ESI de l'UE	8
3.3.2	Possibilités de financement supplémentaires.....	9
3.4	La position du Parlement européen.....	9
3.5	Comités consultatifs.....	10
3.6	Parties prenantes et réseaux.....	10
3.7	Lacunes.....	11
4	Conclusions et perspectives d'avenir	11
5	Liste des références	12

TABLEAU DES FIGURES

Tableau 1	Résumé des avantages de l'agriculture sociale pour les utilisateurs de services	4
------------------	---	---

INTRODUCTION

L'agriculture sociale, également appelée "agriculture de soins" ou "soins verts", fait référence à l'utilisation thérapeutique des paysages et des pratiques agricoles afin de fournir un soutien sanitaire, social, éducatif et/ou professionnel à un petit nombre de personnes menacées d'exclusion sociale. Il s'agit d'activités agricoles où des communautés de personnes peuvent séjourner et travailler ensemble, répondant ainsi aux divers besoins de différents groupes de personnes moins autonomes (personnes âgées, personnes souffrant d'un handicap intellectuel ou physique, personnes en désintoxication, patients en phase terminale et personnes souffrant ou se remettant d'un burn-out) (Di Iacovo, 2009). La valeur ajoutée particulière de l'agriculture sociale est la possibilité pour les personnes défavorisées ou à "faible capacité contractuelle" d'être intégrées dans un contexte de vie, où leurs capacités personnelles sont valorisées et améliorées (Di Iacovo & O'Connor, 2009). Ce rapport se concentre spécifiquement sur l'agriculture sociale pour les personnes âgées dans l'UE.

Le rapport donnera un aperçu des principaux défis auxquels sont confrontées les personnes âgées et du potentiel de l'agriculture sociale pour relever ces défis. En outre, il fournira également un aperçu complet de l'agriculture sociale au niveau politique européen et décrira les différents mécanismes de financement au niveau de l'UE disponibles pour les agriculteurs désireux de s'engager dans l'agriculture sociale.

1 LE STATUT DES PERSONNES ÂGÉES DANS L'UNION EUROPÉENNE

Cette section propose une analyse des principaux problèmes et défis auxquels est confrontée la population âgée en Europe. Ces problèmes et défis seront ensuite examinés sous l'angle de l'agriculture sociale afin de comprendre comment l'agriculture sociale peut atténuer les différents défis auxquels les personnes âgées sont confrontées.

1.1 Problèmes et défis rencontrés

1.1.1 Vieillesse de la population et exode rural

L'un des principaux défis associés à la population européenne est le vieillissement rapide de la population, qui est encore plus grave dans les zones rurales. Les projections indiquent que la part des personnes âgées de plus de 65 ans pourrait atteindre près de 30 % de l'ensemble de la population de l'UE d'ici 2050, contre 19 % en 2018 (Eurostat, 2019). Des pourcentages plus élevés de personnes âgées dans les populations entraînent de graves conséquences, telles qu'une pression accrue sur les systèmes de soins de santé (Gagliardi et al., 2019). Cette tendance démographique est encore plus prononcée dans les zones rurales, où le vieillissement des populations se conjugue à des taux élevés d'exode rural. Ces tendances résultent d'un cercle vicieux de facteurs sociaux et économiques interdépendants impliquant l'exode des jeunes vers les centres urbains. Dans les zones à

prédominance rurale, on compte désormais moins de deux personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

La note d'orientation de l'ESPON intitulée "Shrinking rural regions in Europe" (ESPON, 2017 ; Raugze et al., 2017), explique comment le dépeuplement résulte d'un "cercle vicieux" complexe de facteurs économiques et sociaux interdépendants, présentant des défis aigus pour le développement régional et la gouvernance (ESPON, 2017). Il peut s'agir, par exemple, de la restructuration des zones rurales dans lesquelles l'agriculture est devenue moins intensive en main-d'œuvre et où l'exode, impliquant la perte de travailleurs plus jeunes et bien éduqués, se produit (Raugze et al., 2017). Ces zones souffrent d'une diminution des possibilités d'emploi ainsi que de services publics sous-utilisés et sous-financés, notamment les services de transport et de santé (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Combinés, ces facteurs ont un impact significatif sur les conditions de vie locales, réduisant les facteurs d'attraction migratoire de ces zones et entraînant une nouvelle "spirale descendante du déclin démographique par la baisse des taux de fécondité et le vieillissement forcé de la population restante" (ESPON, 2017 ; Raugze et al., 2017). Il en résulte des pressions importantes sur les systèmes de santé, qui sont essentiels pour les populations âgées.

1.1.2 Santé et accès aux services

Les populations âgées en Europe sont affectées par une combinaison de problèmes sociaux, économiques et territoriaux (Augère-Granier & McEldowney, 2020). L'un des principaux problèmes est le besoin croissant de soins médicaux et l'absence de services de santé et de soins suffisants dans certains territoires ruraux (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Ce problème est exacerbé par l'incapacité d'attirer les nouvelles générations de travailleurs de la santé dans les zones rurales. Les taux croissants d'exode rural aggravent encore ce problème, car ils entraînent un désinvestissement public dans les services essentiels (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

Les interventions visant à promouvoir la santé et à prévenir les maladies sont donc particulièrement importantes chez les personnes âgées. Selon l'OMS, la stratégie mondiale pour une population vieillissante en bonne santé consiste à réduire les incapacités par la promotion de la santé et la prévention des maladies. Cela inclut l'exercice physique et l'implication sociale (Gagliardi et al., 2019). Même des niveaux modérés d'activité physique et la participation à des activités récréatives peuvent maintenir les fonctions mentales et diminuer l'incidence de la démence (Gagliardi et al., 2019).

1.1.3 Isolement social et solitude

Les personnes âgées peuvent également souffrir d'isolement social et de solitude, allant parfois jusqu'à l'exclusion sociale, notamment dans les zones rurales dépourvues de transports publics ou plus isolées géographiquement.

Le manque d'interaction sociale a été reconnu comme un facteur de risque à la fois pour la dépression et le déclin cognitif, qui sont tous deux des conditions invalidantes chez les personnes âgées (Gagliardi et al., 2019). La solitude, l'isolement social et l'exclusion sociale sont également identifiés comme d'importants facteurs de risque de maladie et de mortalité chez les personnes âgées (Gagliardi et al., 2019). Des études ont montré que l'augmentation du temps passé à s'engager dans des activités sociales entraîne une réduction du comportement agité, de la consommation de médicaments et une amélioration de la nutrition chez les personnes âgées. L'engagement social joue donc un rôle clé dans

le maintien des performances mentales des personnes âgées. Néanmoins, un engagement social continu et des réseaux de soutien relationnel ne sont pas toujours disponibles pour les personnes âgées de 75 ans ou plus, en raison du déclin de la santé, du soutien social, et des opportunités sociales (Gagliardi et al., 2019).

Bien que les nouvelles technologies puissent contribuer à réduire l'isolement social, de nombreuses zones rurales sont encore à la traîne en termes d'infrastructures numériques, avec une part plus faible de ménages ayant accès à l'internet, et un manque de compétences numériques chez les personnes âgées (Augère-Granier & McEldowney, 2020). C'est là que l'agriculture sociale peut jouer un rôle majeur.

1.1.4 Les défis démographiques dans le secteur agricole

Le défi démographique qui touche la population rurale est particulièrement grave dans la population agricole de l'UE (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Ces communautés jouent un rôle inestimable en maintenant les zones rurales en vie et en fournissant une alimentation suffisante à tous les citoyens de l'UE (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Néanmoins, outre le fait que le nombre d'agriculteurs a fortement diminué au cours des dernières décennies, le renouvellement des générations n'est plus assuré, puisque seul un agriculteur sur dix en moyenne a moins de 40 ans (Augère-Granier & McEldowney, 2020). À travers sa politique agricole commune (PAC), l'UE soutient les jeunes désireux de se lancer dans une carrière agricole. Néanmoins, les recherches sur le renouvellement des générations indiquent que les interventions politiques doivent mieux prendre en compte la nature complexe du processus de succession des exploitations agricoles, qui comporte des dimensions à la fois émotionnelles et sociales pour les agriculteurs plus âgés (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Dans ce cas, les utilisateurs de services de l'agriculture sociale peuvent jouer un rôle important dans les moyens de subsistance des agriculteurs.

1.1.5 Vulnérabilité au changement climatique

Les populations de plus de 65 ans sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes sur la santé (Augère-Granier & McEldowney, 2020). La canicule de 2003, qui a vu des températures de 40 °C, a entraîné le décès d'environ 70 000 personnes âgées en Europe (Augère-Granier & McEldowney, 2020). En outre, des records de température ont également été battus en Europe au cours des étés 2006, 2007, 2010 et 2013 à 2020. Les estimations montrent que les taux de mortalité augmentent de 1 à 4 % pour chaque augmentation d'un degré de la température (Augère-Granier & McEldowney, 2020). L'impact du climat sur la santé des personnes âgées vivant dans les zones rurales est particulièrement pertinent.

Ces zones peuvent nécessiter des réponses uniques et ciblées, étant donné que la vulnérabilité des personnes âgées aux effets du changement climatique est considérablement exacerbée lorsque les personnes âgées sont socialement exclues. Les fermes sociales peuvent jouer un rôle clé en évitant que les personnes âgées ne soient laissées seules et en veillant à ce qu'elles soient équipées pour faire face à l'augmentation des températures.

2 LE POTENTIEL DE L'AGRICULTURE SOCIALE POUR RELEVER CES DÉFIS

L'agriculture sociale s'adresse aux personnes vulnérables en risque d'exclusion sociale. Les fermes sociales proposent des placements professionnels assistés et des activités thérapeutiques à des populations cibles spécifiques telles que les enfants et les personnes âgées par le biais de services récréatifs et d'assistance (Gagliardi et al., 2019). Ces activités permettent de répondre efficacement aux besoins de ces groupes cibles et de relever certains des défis susmentionnés auxquels ils sont confrontés.

L'agriculture sociale pour les personnes âgées est traditionnellement axée sur la fourniture de soins aux personnes âgées présentant des signes légers ou graves de démence (Gagliardi et al., 2019). Actuellement, la littérature disponible analysant les expériences des personnes âgées avec l'agriculture sociale est limitée, seules quelques études rapportant les caractéristiques et les points forts de ces expériences. Néanmoins, il existe un certain nombre d'avantages clés à discuter. Cette section présente les avantages de l'agriculture sociale dans le contexte des défis auxquels les personnes âgées sont confrontées, décrits dans la section précédente.

De nombreux utilisateurs de services signalent un effet positif sur la santé physique, la santé mentale et le bien-être social (tableau 1) (Di Iacovo & O'Connor, 2009). Les utilisateurs de services signalent aussi couramment une amélioration du bien-être, un sentiment accru de liberté et d'espace et une meilleure intégration dans la société (Di Iacovo & O'Connor, 2009).

<i>Les effets de santé physique</i>	<i>Les effets de santé mentale</i>	<i>effets sociaux</i>
Plus de force physique	Augmentation de l'estime de soi	Meilleure interaction sociale
Un meilleur appétit	Augmentation de l'estime de soi	Plus de contacts sociaux
Développement des compétences	Enthousiasme	Plus de compétences sociales
Une meilleure utilisation de l'énergie	Augmentation de la conscience de soi	Plus d'indépendance
Meilleure utilisation des sens	Augmentation de la responsabilité	Emploi

Tableau 1 Résumé des bénéfices de l'agriculture sociale pour les utilisateurs de services (adapté de Di Iacovo & O'Connor, 2009)

L'agriculture sociale peut améliorer la qualité de vie des personnes âgées et de celles qui vivent avec des handicaps physiques et mentaux liés à l'âge. Certaines fermes sociales, par exemple, proposent des services spécialisés dans la démence, qui sont adaptés aux personnes atteintes de cette maladie (Social Farms & Gardens, n.d.).

Les personnes diagnostiquées comme étant atteintes de démence risquent souvent de souffrir d'isolement social et de voir leur santé mentale et physique décliner. Les recherches montrent que le fait de passer régulièrement du temps dans la nature peut ralentir la progression de la démence (Social Farms & Gardens, s.d.). En outre, cela peut améliorer le sommeil, la concentration, l'appétit et les capacités de communication. Les recherches menées par l'association Dementia Adventure montrent que les personnes atteintes de démence se heurtent souvent à des obstacles pour accéder à la nature (Social Farms & Gardens, n.d.). Les fermes sociales atténuent ces risques en fournissant des services qui offrent un soutien local vital à ces personnes et à leurs communautés (Social Farms & Gardens, n.d.).

Les problèmes de santé et de marginalisation sociale tels que la solitude, l'isolement social, l'exclusion sociale, le manque d'engagement et les faibles niveaux d'activité physique sont des facteurs de risque de maladie et de mortalité reconnus chez les personnes âgées (Gagliardi et al., 2019). L'agriculture sociale propose des activités thérapeutiques qui peuvent s'attaquer à ces risques et améliorer considérablement la qualité de vie, les relations sociales, la participation aux activités et l'activité physique (Gagliardi et al., 2019).

3 POLITIQUES, INSTITUTIONS ET MÉCANISMES DE FINANCEMENT DE L'UE LIÉS À L'AGRICULTURE SOCIALE

Cette section donnera un aperçu du paysage politique et institutionnel de l'agriculture sociale dans l'UE. L'accent sera également mis sur les mécanismes de financement potentiels pour les agriculteurs qui souhaitent s'engager dans l'agriculture sociale, soit en tant que pratiques intégrées à leurs activités agricoles, soit en tant qu'entreprise sociale distincte.

Il est important de noter que l'agriculture sociale est façonnée différemment selon les pays de l'UE. Cela est dû au fait que (Di Iacovo & O'Connor, 2009) :

- De nombreuses initiatives d'agriculture sociale sont construites à partir de la base ;
- Différentes initiatives ou modèles d'agriculture sociale peuvent s'adresser à différents utilisateurs de services ;
- La croissance des fermes sociales se produit dans le cadre de différents contacts institutionnels concernant le secteur social dans des pays/systèmes sociaux spécifiques ;
- L'agriculture sociale évolue et s'adapte en fonction des besoins émergents et changeants des communautés locales.

3.1 Politiques de développement rural politiques

Au niveau de l'UE, "l'agriculture sociale" est souvent liée aux politiques de développement rural, même si ces politiques sont encore en cours d'élaboration. Dans le cadre de la politique de développement rural de l'Union européenne, il existe une série de mesures visant à améliorer la qualité de vie de la population rurale. Le règlement (UE) n° 1305/2013 apporte un soutien au développement rural. L'une des six priorités de ce règlement vise directement le développement local général des zones rurales et le bien-être de ses habitants: "promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales." Elle vise spécifiquement à faciliter la diversification, la création et le développement des petites entreprises; la création d'emplois; la promotion du développement local dans les zones rurales; et l'amélioration de l'accessibilité, de l'utilisation et de la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales.

Parmi les 20 mesures couvertes par le règlement, certaines sont mieux adaptées pour répondre aux défis auxquels sont confrontées les personnes âgées dans les zones rurales. Plus précisément, la mesure 7 : services de base et rénovation des villages dans les zones rurales. Ses sous-mesures comprennent :

- 7.2 "l'infrastructure à large bande, y compris la création, l'amélioration et l'expansion, l'infrastructure passive et l'accès à la large bande et l'administration publique en ligne" ;
- 7.3 "investissements dans la mise en place, l'amélioration ou le développement de services locaux de base pour la population rurale, y compris les loisirs et la culture, et les infrastructures connexes" ;

- 7.6 "investissements visant la relocalisation d'activités et la conversion de bâtiments ou d'autres installations situés à l'intérieur ou à proximité des établissements ruraux".

Ensuite, la mesure 16 : Coopération - qui promeut la coopération entre les acteurs du secteur de la chaîne agroalimentaire, qui peut être utilisée pour relever les défis directement liés aux difficultés rencontrées par les populations âgées. Différents types de coopération sont soutenus : par exemple, l'amélioration des services liés à l'accès aux soins de santé. Le commissaire Wojciechowski a souligné la possibilité d'utiliser les fonds pour soutenir les investissements dans les petites infrastructures et services locaux qui facilitent la fourniture de services et d'installations de soins de santé dans les zones rurales.

En ce qui concerne son intégration dans les politiques de développement rural, Di Iacovo et O'Connor (2009) identifient les façons dont l'agriculture sociale s'adapte à de nombreuses questions émergentes:

- L'agriculture sociale promeut une idée plus large de l'agriculture multifonctionnelle
- L'agriculture sociale diversifie les activités de l'exploitation et peut impliquer de nouveaux membres de la famille dans la fourniture de soins de santé, ce qui améliore les possibilités d'emploi.
- L'agriculture sociale est conforme à la diversité qui caractérise les zones rurales de l'UE et leur structure sociale.
- L'agriculture sociale peut représenter une opportunité de réduire le manque de services dans les zones rurales et de les redéfinir de manière plus innovante.
- L'agriculture sociale améliore la réputation des agriculteurs dans la société
- L'agriculture sociale offre des services aux citoyens et jette un nouveau pont entre les zones urbaines et rurales.
- L'agriculture sociale réintroduit et renforce le concept de capital social.
- L'agriculture sociale reconnecte l'agriculture locale aux besoins locaux d'une manière plus durable et responsable.
- L'agriculture sociale s'inscrit dans des scénarios de ruralité durable, capables d'organiser des communautés dynamiques dans différentes zones rurales de l'UE et d'offrir des modèles plus durables aux pays émergents.

3.2 Stratégies de soins pour les zones rurales

Les données d'Eurostat (2019) indiquent que les personnes âgées ont tendance à vivre davantage dans les zones rurales. Si la majorité de ces personnes âgées continuent de vivre dans des ménages privés, on observe une tendance à l'émergence de ménages uniques où les personnes âgées vivent seules (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Par exemple, en 2017, la part des femmes vivant dans des ménages isolés était de 40 % dans l'UE. L'un des principaux défis posés par le vieillissement de la population est donc la gestion des besoins en matière de soins.

Traditionnellement, dans les zones rurales, la famille est souvent considérée comme le fournisseur de soins. Toutefois, cela devient moins courant, car les membres de la famille migrent vers les zones urbaines. Cela réduit la disponibilité des soins sociaux et démontre la nécessité de communautés fortes

de réseaux d'une identité partagée, ce qui contribue à renforcer la résilience des populations âgées et à réduire le dépeuplement de ces zones (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

Les données d'Eurostat montrent également qu'il existe une forte proportion d'individus âgés de 75 ans et plus qui rencontrent des difficultés pour effectuer diverses tâches quotidiennes. On peut s'attendre à ce que la demande de tels services augmente dans les zones rurales qui présentent des concentrations plus élevées de personnes âgées (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Cette situation est exacerbée par l'augmentation du nombre de personnes atteintes de démence. Les estimations indiquent que d'ici 2050, le nombre de personnes atteintes de démence aura doublé. Les personnes âgées atteintes de démence dans les communautés rurales sont confrontées à des difficultés d'accès aux services lorsque les systèmes traditionnels de services spécialisés ne sont pas disponibles (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Les politiques de soins devront donc refléter ce besoin de plus en plus émergent.

3.3 Fonds et programmes

3.3.1 L'agriculture sociale dans les fonds ESI de l'UE

La stratégie Europe 2020 de l'UE a identifié la lutte contre la pauvreté et la marginalisation comme un objectif clé (De Vivo et al., 2018). Une attention particulière a été accordée à l'inclusion active dans la société des groupes vulnérables. Cette section présentera le cadre évolutif des politiques de l'UE concernant l'inclusion sociale et abordera les Fonds européens d'investissement structurel (ESI).

Le Comité économique et social européen (CESE) a souligné l'importance de coordonner les différentes politiques liées à l'agriculture sociale aux niveaux européen, national et régional. L'inclusion sociale est à l'ordre du jour de l'UE depuis les années 1990 avec le traité de Maastricht, les fonds structurels et la création de l'Observatoire européen des politiques de lutte contre l'exclusion sociale (De Vivo et al., 2018).

Récemment, l'approche de la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'UE a été renforcée, en fixant des règles communes pour les fonds ESI afin d'harmoniser la mise en œuvre de la politique de cohésion (De Vivo et al., 2018).

Au cours des 20 dernières années, une communauté de chercheurs a influencé l'avis du Comité économique et social européen sur le thème de "l'agriculture sociale : Soins écologiques et politiques sociales et de santé". Le CESE a souligné la nécessité de définir l'agriculture sociale au niveau européen afin de mieux soutenir et mettre en place des cadres réglementaires. L'agriculture sociale ouvre une porte pour concrétiser le modèle durable et innovant de combinaison de l'agriculture et du bien-être social (De Vivo et al., 2018). Elle constitue également un élément important de la stratégie Europe 2020, qui identifie l'intégration sociale comme l'un de ses 5 objectifs principaux (De Vivo et al., 2018).

L'accord de partenariat 2014-2020 pour l'Italie, les instruments de programmation nationale des Fonds européens structurels et d'investissement (y compris le Fonds européen agricole pour le développement rural), définit des stratégies pour atteindre les objectifs d'Europe 2020. L'un des principaux objectifs est la promotion de l'inclusion sociale. L'agriculture sociale s'inscrit donc dans les objectifs sociaux et sanitaires soutenus par les fonds et règlements de l'UE (De Vivo et al., 2018).

L'intégration de l'agriculture sociale dans les règlements et les accords de partenariat de l'UE représente un instrument important contribuant à une inclusion sociale accrue (De Vivo et al., 2018). Cependant, l'agriculture sociale n'est encore que partiellement soutenue par des définitions législatives et opérationnelles adéquates (De Vivo et al., 2018).

3.3.2 Possibilités de financement supplémentaires

Outre les fonds de développement rural, les personnes âgées des zones rurales européennes peuvent également bénéficier de projets soutenus par des fonds tels que le Fonds social européen (FSE) et le Fonds européen de développement régional (FEDER), qui ne ciblent pas uniquement les zones rurales (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

Interreg Europe est un programme de coopération interrégionale couvrant tous les États membres de l'UE, ainsi que la Norvège et la Suisse, dans le cadre du Fonds européen de coopération territoriale. (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Il est financé par le FEDER et son objectif principal est d'améliorer les politiques de développement régional par des échanges d'expériences et de bonnes pratiques. Un exemple de son application pour les personnes âgées est le projet Silver SMEs Interreg Europe. Ce projet visait à soutenir les politiques régionales dans les zones rurales et montagneuses en mettant en évidence le potentiel des PME à développer de nouveaux services innovants au profit de la population âgée. Cela devrait à son tour stimuler la croissance et la compétitivité des zones rurales et générer des services qui contribuent à améliorer la qualité de vie d'une population vieillissante. Les initiatives d'agriculture sociale correspondent bien à ces objectifs.

En 2011, la Commission européenne a lancé le Partenariat européen d'innovation sur le vieillissement actif et en bonne santé (PEI sur AHA). Il vise à encourager l'innovation dans le domaine du vieillissement actif et en bonne santé. Un exemple du PIE-AHA en action est le consortium Ageing@Coimbra au Portugal. L'objectif principal du consortium est de réduire la charge des maladies cérébrales chez les personnes âgées et de lutter contre l'isolement social, améliorant ainsi la vie des seniors au Portugal grâce à de meilleurs services sociaux, de meilleurs soins de santé et la création de nouveaux produits et services innovants tels que des outils thérapeutiques.

Le plan d'investissement pour l'Europe et son successeur, InvestEU, constituent une autre source de soutien aux initiatives d'agriculture sociale. Ce soutien à l'investissement a été utilisé en Pologne pour mettre en place des fermes sociales pour les personnes âgées. Plus de deux millions de personnes résident dans les zones rurales polonaises, et nombre d'entre elles souffrent d'isolement, d'exclusion sociale et de détérioration de leur santé. Afin de lutter contre l'isolement et de prévenir les problèmes de santé, 15 fermes sociales ont été créées. 225 personnes âgées souffrant de maladies mentales et/ou physiques ou de handicaps passent leurs journées dans ces fermes aux côtés des agriculteurs, des soignants et de leurs familles. Ces fermes sociales ont également créé des emplois dans la région (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

Une liste des fonds spécifiques destinés aux agriculteurs est disponible [ici](#).

3.4 La position du Parlement européen

Le Parlement européen est également impliqué dans un large éventail de questions concernant les personnes âgées. Ils ont travaillé sur des questions telles que les soins de santé et les soins de longue

durée, la fracture numérique, la discrimination fondée sur l'âge, les questions des politiques de pension, d'emploi et de retraite qui soutiennent le vieillissement actif, l'égalité des sexes et la solidarité entre les générations (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

En 2018, le Parlement a souligné l'importance du soutien pour surmonter des défis tels que l'exode rural. Ils ont souligné qu'en plus du vieillissement, il y a de plus en plus de régions européennes où le déclin démographique se produit en raison de la baisse des taux de natalité, du déclin de la population et des réductions du nombre de personnes travaillant dans les zones rurales (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Ces zones sont particulièrement touchées par le vieillissement car elles disposent de peu de ressources et d'infrastructures. Elle a appelé à la mise en place de plans de relance pour faire face à ces problèmes (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

Le Parlement aura un rôle important à jouer dans les processus législatifs en cours concernant les règlements de la PAC, les cadres financiers pluriannuels, le fonds de relance européen Next Generation et la stratégie "de la ferme à la table". En combinaison, la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement (commission AGRI) examine les avis sur deux rapports. Ces rapports couvrent un avis de la commission du développement régional (REGI) sur l'inversion des tendances démographiques dans l'UE à l'aide des instruments de la politique de cohésion. Le second avis de la commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) porte sur les possibilités et les défis liés à la politique du vieillissement après 2020. Il appelle à une utilisation accrue des fonds du FEADER pour lutter contre l'isolement des personnes âgées dans les zones rurales. L'agriculture sociale peut jouer un rôle dans l'accès à ces fonds.

3.5 Comités consultatifs

En juin 2016, le Comité européen des régions (CdR) a souligné que le vieillissement de la population est une préoccupation majeure dans les zones rurales. Pour cette raison, la PAC favorise le renouvellement des générations et l'emploi des femmes (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Le CdR appelle à une PAC qui intègre des mesures visant à favoriser le renouvellement des générations dans les zones rurales. Il appelle à l'amélioration des méthodologies et à l'augmentation de la participation des acteurs des zones rurales ainsi qu'à la mise en œuvre de stratégies de développement intégrées (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

Le Comité économique et social européen (CESE) a également constaté que l'un des principaux domaines de sous-investissement concernait les services de soins de santé à long terme pour les personnes âgées, demandant qu'une attention particulière soit accordée aux populations rurales âgées (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

3.6 Parties prenantes et réseaux

Diverses organisations et réseaux de parties prenantes ont fait part de leurs points de vue et opinions sur la position des personnes âgées dans les zones rurales de l'UE. Le Poverty Watch 2018 a publié une déclaration soulignant la pertinence croissante de la pauvreté et de l'inclusion sociale au sein des populations âgées. Parmi ses principales recommandations à l'UE, il a appelé à des actions visant à lutter contre l'exclusion sociale et l'isolement rural (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

En juin 2020, l'association européenne des zones de montagne, Euromontana, a défini une série de mesures visant à répondre aux problèmes ayant un impact sur les personnes âgées dans les zones rurales et isolées (Augère-Granier & McEldowney, 2020). Ces mesures comprennent :

- garantir des services de soins accessibles et innovants ;
- améliorer la qualité de vie des personnes âgées grâce à des biens et services adaptés ;
- répondre aux besoins de mobilité des personnes âgées ;
- et améliorer la contribution que les adultes âgés peuvent apporter dans des domaines tels que l'augmentation de leur engagement actif dans les communautés rurales.

VolontEurope, un réseau international qui promeut le bénévolat, la citoyenneté active et la justice sociale en Europe, a mené une campagne de deux ans sur l'isolement rural pour souligner l'importance d'aider les personnes âgées à obtenir une stimulation sociale pour améliorer leur résilience (Augère-Granier & McEldowney, 2020).

3.7 Lacunes

L'agriculture sociale touche à de nombreux domaines politiques différents, de l'agriculture à la santé, au développement rural, à l'environnement, à l'éducation et aux services sociaux (entre autres) (Di Iacovo & O'Connor, 2009). La formulation des politiques pose de nombreux défis non seulement dans l'ensemble des secteurs où l'agriculture sociale est impliquée, mais aussi dans des domaines politiques particuliers. Dans les pays de l'UE, l'absence d'un cadre politique cohérent a entraîné une réduction de l'espace ou du "foyer" pour les initiatives d'agriculture sociale (Di Iacovo & O'Connor, 2009).

Cela a des implications majeures pour les praticiens, comme une trop grande dépendance à l'égard de sources de financement sporadiques et des limitations qui ne permettent pas aux initiatives de dépasser la phase pilote. Aux Pays-Bas et en Belgique (petits États), on constate que les réseaux régionaux et nationaux réussissent le mieux à développer une cohérence politique pour les activités d'agriculture sociale (Di Iacovo & O'Connor, 2009). Compte tenu de leur taille et de leur connectivité, il est plus facile d'accéder aux décideurs et de demander un soutien financier et institutionnel. Cela n'est pas très courant dans des pays comme la France, où des formes complexes de gouvernance décentralisée ont entraîné une incertitude quant aux financements disponibles pour l'agriculture sociale (Di Iacovo & O'Connor, 2009).

Ces disparités au sein des pays ont rendu assez difficile la mise en place de politiques et de mécanismes de financement spécifiques à l'agriculture sociale au niveau politique et stratégique de l'UE.

4 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'agriculture sociale a un potentiel incroyable pour répondre aux besoins et aux défis de la population âgée en Europe. En associant des activités et des caractéristiques agricoles à des services de soins, l'agriculture sociale peut s'attaquer directement aux risques auxquels les populations âgées sont confrontées et améliorer leur santé mentale, physique et sociale.

Au niveau de la politique européenne, l'agriculture sociale est reconnue comme une approche innovante qui combine une agriculture multifonctionnelle et des services sociaux/soins de santé au niveau local. Récemment, l'agriculture sociale s'est répandue dans toute l'Europe. Néanmoins, un cadre et des critères reconnus au niveau européen joueraient un rôle majeur dans l'augmentation des mécanismes de financement et du soutien politique disponibles pour le secteur de l'agriculture sociale. L'absence d'un tel cadre rend difficile la coordination entre les différentes institutions européennes, même si l'agriculture sociale répond à de nombreux objectifs interdisciplinaires communs.

À l'avenir, le partage des connaissances et la formation fondée sur les bonnes pratiques doivent être largement diffusés pour que l'agriculture sociale s'implante dans toute l'Europe. Le cadre stratégique commun de l'Europe permet la combinaison de fonds dans le cadre d'une stratégie de multifinancement. L'agriculture sociale devrait être incluse dans ce plan pour permettre au secteur de bénéficier d'une accessibilité accrue aux fonds.

5 LISTE DE RÉFÉRENCE

- Augère-Granier, M. L., & McEldowney, J. (2020). Les personnes âgées dans les zones rurales de l'Union européenne : Issues and challenges.
[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/659403/EPRS_IDA\(2020\)659403_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/659403/EPRS_IDA(2020)659403_FR.pdf)
- De Vivo, C., Ascani, M. et Gaito, M. (2018). L'agriculture sociale et l'inclusion dans la programmation des fonds ESI de l'UE. digitales archiv.
- Di Iacovo, F. (2009). Combattre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les zones rurales. Dans Social farming : re-connecting economy with social needs in rural areas. Budapest ; Projet SoFar.
- Di Iacovo, F., & O'Connor, D. (2009). Politiques de soutien à l'agriculture sociale en Europe. Faire progresser la multifonctionnalité dans les zones rurales réactives. Projet SoFar : soutenir les politiques agricoles de l'UE. Arsia, Florenz (Italie).
<http://www.umb.no/statisk/greencare/sofarbookpart1.pdf>
- ORATE GECT. (2017). Policy brief : Shrinking rural regions in Europe.
<https://www.espon.eu/sites/default/files/attachments/ESPON%20Policy%20Brief%20on%20Shrinking%20Rural%20Regions.pdf>
- Cahiers statistiques d'Eurostat. (2019). Vieillir en Europe : Regard sur la vie des personnes âgées dans l'UE. Office des publications de l'Union européenne.
<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/10166544/KS-02-19%E2%80%911681-FR-N.pdf/c701972f-6b4e-b432-57d2-91898ca94893>.
- Gagliardi, C., Santini, S., Piccinini, F., Fabbietti, P., & di Rosa, M. (2019). Une évaluation de programme pilote d'activités horticoles et professionnelles d'agriculture sociale pour les personnes âgées en Italie. Santé et soins sociaux dans la communauté, 27(1), 207-214.
- Raugze, I., Daly, G., & van Herwijnen, M. E. (2017). Le rétrécissement des régions rurales en Europe : Vers des approches intelligentes et innovantes pour relever les défis du développement régional in DEPOPULATING RURAL REGIONS. Disponible à l'adresse
<https://www.espon.eu/sites/default/files/attachments/ESPON%20Policy%20Brief%20on%20Shrinking%20Rural%20Regions.pdf>.
- Fermes et jardins sociaux. (s.d.). L'agriculture de soins pour les personnes atteintes de démence et

les personnes âgées. Récupéré sur <https://www.farmgarden.org.uk/knowledge-base/article/care-farming-dementia-and-older-people>